

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 05 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Enerfées

Rue du vivier
Zone d'activité du Bois du Teillay
35150 Janzé

Références : UD35/2026-02
Code AIOT : 0005521764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement SAS Enerfées implanté Rue du vivier Zone d'activité du Bois du Teillay 35150 Janzé.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Enerfées
- Rue du vivier Zone d'activité du Bois du Teillay 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005521764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est un site de méthanisation de matières organiques dans le but de produire du biométhane injectable dans le réseau ainsi que des matières fertilisantes utilisables en agriculture.

Thèmes de l'inspection : Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéa 1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Prévention de la pollution atmosphérique – Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Prévention de la pollution atmosphérique – Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 :- Alinéa 1- Alinéa 2- Alinéa 4, phrase 1- Alinéa 6	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique - Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.1.3	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique – Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.2.4	Sans objet
8	Prévention de la pollution atmosphérique – Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre une routine de contrôle tant en interne qu'en faisant appel à des prestataires extérieurs. Une traçabilité de ces vérifications et des éventuelles rectifications mérite d'être établie.

Il doit être attentif à distinguer les différents éléments à fournir à l'inspection aux actions correctives à réaliser ainsi qu'aux délais associés ; que ces éléments ou actions relèvent d'une mise en demeure ou de suites à donner.

L'exploitant est conscient des désagréments olfactifs ponctuels de son installation. Il a engagé une réflexion et des études autour de la fosse d'hygiénisation : un devis en ce sens a été signé en octobre 2025. A ce jour, deux méthodes distinctes sont envisagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. [...]</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique qu'une ronde est effectuée quotidiennement. Cette dernière est assurée par deux agents alternativement une semaine sur deux.</p> <p>Un point général est réalisé de manière hebdomadaire. Une revue des contrôles réglementaires est effectuée semestriellement .</p> <p>De plus, des contrats de maintenance ont été signés afin d'assurer le contrôle de l'analyseur biogaz et du biofiltre. L'exploitant sollicite le passage de ces bureaux de contrôle. Sur les conseils du bureau d'études, ces contrôles sont réalisés tous les 6 mois alors que la norme prévoit un passage annuel.</p> <p>Enfin, la SOCOTEC a effectué une vérification concernant la thermographie, le 10/03/2025 et EMP a contrôlé la qualité des équipements de surveillance du biogaz, le 10/11/2025. Aucun contrôle n'a révélé de non-conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les rondes, les événements relevés durant celles-ci et les actions de correction datées méritent d'être capitalisés notamment pour identifier des défaillances récurrentes.</p> <p>L'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées la méthode de suivi retenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 :- Alinéa 1- Alinéa 2- Alinéa 4, phrase 1- Alinéa 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane. [...] L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).
Constats : L'exploitant a contractualisé avec le bureau de contrôle ATEX afin d'assurer le contrôle des détecteurs de gaz, au nombre de 5. Trois détecteurs ont été contrôlés le 26/09/2025. Les deux autres l'ont été le 27/10/2025. Un document récapitulatif de ces contrôles permettrait un suivi plus facile.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Isolement des eaux accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne pas avoir écrit de consigne spécifique arguant du fait qu'un pompage automatique était réalisé. Il a assuré que le fonctionnement de la pompe était vérifié au travers de la ronde quotidienne.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans la mesure où le bassin de gestion des eaux pluviales sert également de bassin de rétention, il est demandé à l'exploitant de justifier comment il garantit en permanence la disponibilité d'un volume libre suffisant pour accueillir les eaux en cas d'incident ou de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique - Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...] Les effluents gazeux canalisés issus de l'installation du bâtiment de réception/stockage sont acheminés avant rejet vers une installation de traitement d'air. La dispersion des odeurs dans l'environnement, provenant des locaux de réception et de stockage des déchets entrants doit être limitée le plus possible : <ul style="list-style-type: none">• en réduisant la durée de stockage avant traitement ;• en assurant dès qu'elle est possible la fermeture du bâtiment de réception, de stockage. les opérations de déchargement/dépotage des déchets solides et matières à traiter sont réalisées dans un bâtiment ventilé et maintenu en dépression ;• en effectuant un nettoyage approprié des locaux. [...]
Constats : La ventilation et la dépression du hall de réception et du stockage grâce à l'aspiration réalisée par le biofiltre. La ronde quotidienne s'assure du bon fonctionnement de celui-ci. L'exploitant a précisé que le biofiltre était entretenu de manière hebdomadaire en interne et contrôlé annuellement par une entreprise spécifique (IRH). Le dernier entretien date du 11/08/2025. Par ailleurs, l'exploitant indique que les portes sectionnelles du bâtiment d'acceptation des intrants ont été maintenues ouvertes pendant plusieurs jours en août suite à des pannes. Un épisode d'odeur est également imputable à une opération réalisée sur un agitateur du bassin de digestat à la suite de laquelle la bâche de couverture n'a pas été parfaitement remise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à un examen des causes premières après chaque épisode d'odeur et de mettre en place les actions nécessaire pour éviter qu'elles ne se reproduisent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique – Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.2.4											
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques											
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : -à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - les concentrations sont ramenées à un taux d'oxygène de 3 % sur gaz sec.											
<table><tr><th colspan="2">Biofiltre (Conduit N° 1)</th></tr><tr><th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées (en mg/Nm³)</th></tr><tr><td>Poussières totales</td><td>10</td></tr><tr><td>H₂S</td><td>1</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>20</td></tr></table>		Biofiltre (Conduit N° 1)		Paramètres	Concentrations instantanées (en mg/Nm ³)	Poussières totales	10	H ₂ S	1	NH ₃	20
Biofiltre (Conduit N° 1)											
Paramètres	Concentrations instantanées (en mg/Nm ³)										
Poussières totales	10										
H ₂ S	1										
NH ₃	20										
Constats : Par courriel du 27/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport relatif aux rejets de gaz ; celui-ci datant du 11/08/2025 et relatant l'intervention du 12/06/2025. Il apparaît une concentration de rejet de poussières nulle, une concentration de rejet de H ₂ S de 0,07 mg/Nm ³ et une concentration de rejet de NH ₃ de 2,7 mg/Nm ³ . Le rapport précise que les concentrations sont calculées sur gaz sec dans les Conditions Normales de température et de pression (273 kelvins et 1 013 hPa) et exprimées en mg/Nm ³ sec (milligrammes par Normaux mètres cubes de gaz sec).											
Type de suites proposées : Sans suite											

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Composition du biogaz
Prescription contrôlée : Les teneurs en CH ₄ et H ₂ S du biogaz sont mesurées quotidiennement au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les 3 ans par un organisme extérieur compétent. La teneur maximale en H ₂ S du biogaz admis en combustion en fonctionnement stabilisé est de 300 ppm.
Constats : Par courriel du 27/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports d'intervention des 24/04/2024 et 10/11/2025. Ces rapports établissent que : <ul style="list-style-type: none">- les différentes opérations ont été réalisées, à chaque fois, sur l'analyseur de biogaz Awite, numéro de série 3806 ;- les capteurs ont été étalonnés tant en 2024 qu'en 2025, suivant ainsi les préconisations du constructeur. Pour ce contrôle et cet étalonnage, l'exploitant fait appel à EMP, partenaire officiel du fabricant, en France.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera que EMP est bien un organisme extérieur compétent au regard de la norme. Il informera l'inspection des installations classées du résultat de sa recherche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.3.2								
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques								
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur le rejet N° 1 (biofiltre) suivant : <table><tr><td>Paramètre</td><td>Fréquence</td></tr><tr><td>Poussières totales</td><td>annuelle</td></tr><tr><td>H₂S</td><td>semestrielle</td></tr><tr><td>NH₃</td><td>semestrielle</td></tr></table> Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Au moins une fois par an, l'exploitant fait effectuer les mesures par un laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).	Paramètre	Fréquence	Poussières totales	annuelle	H ₂ S	semestrielle	NH ₃	semestrielle
Paramètre	Fréquence							
Poussières totales	annuelle							
H ₂ S	semestrielle							
NH ₃	semestrielle							
Constats : Une fois par an, l'exploitant fait appel au laboratoire IRH, accrédité COFRAC, pour réaliser les mesures de paramètres sur le biofiltre.								
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera que l'accréditation COFRAC d'IRH correspond bien aux analyses demandées par l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 16/07/2020. Il informera l'inspection des installations classées du résultat de sa recherche.								
Type de suites proposées : Avec suites								
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant								
Proposition de délais : 2 mois								

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique – Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des odeurs
Prescription contrôlée : L'étude d'impact, contenue dans le dossier de demande d'autorisation mentionné au 1.3, inclut un état initial des odeurs perçues dans l'environnement du site selon une méthode décrite dans le dossier de demande d'autorisation. Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un nouvel état des odeurs perçues dans l'environnement selon la même méthode. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent.
Constats : L'exploitant a rappelé que le site avait été mis en route en février 2023. L'étude d'odeurs prévue par l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 16/07/2020 s'est déroulée en juillet 2024, période présentant des caractéristiques plus défavorables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, odeurs
Prescription contrôlée : « L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. [...] » « L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. » « Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. »
Constats : L'exploitant a bien mis en place un registre des plaintes. La première d'entre elles a été exprimée le 19/12/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le registre doit être complété, a minima, par les éléments de contexte (date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique) prévus par l'article 29 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10/11/2009 et par les causes des nuisances constatées. De plus, il doit décrire les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Il communiquera à l'inspection des installations classées le registre complété.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois